

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

## Dépêche AEF : Jean-Michel Blanquer à AEF info : "L'enjeu de la 2e partie du quinquennat, ce sont les ressources humaines"

15-19 minutes

---

"Le bateau Éducation nationale a tangué mais il a passé le cap Horn", déclare à AEF info, le 20 juillet 2020, le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports. Interrogé sur la crise de la Covid-19, Jean-Michel Blanquer considère que la France a pu "limiter les effets négatifs du confinement et du déconfinement", grâce notamment à l'organisation en réseau du système éducatif. Le ministre estime qu'il faut développer, au sein de l'Éducation nationale, "une culture de la confiance, de l'autonomie, avec moins de règles mais davantage respectées, et en donnant les outils aux acteurs". Le ministre évoque ses chantiers prioritaires pour les prochains mois : le sport et la culture, et les ressources humaines. Il s'engage à revaloriser les salaires des enseignants et à améliorer "la vie professionnelle" des personnels. Jean-Michel Blanquer espère des "résultats dès 2021".





Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports Droits réservés - DR - Philippe DEVERNAY/MENJS

### **AEF info : Quel bilan tirez-vous de la crise sanitaire de ces derniers mois ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Cette crise de la Covid-19 a été un défi gigantesque à relever pour le monde entier, un événement dramatique pour l'ensemble du monde éducatif, avec des conséquences sociales, économiques et géopolitiques inédites, liées à un confinement qui a eu pour conséquence la déscolarisation des dizaines de millions d'enfants dans le monde. Cette crise a aggravé les inégalités entre les élèves et, par exemple, la scolarisation des filles dans certains pays a été fortement fragilisée. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours défendu la nécessité de réduire au maximum la période de confinement pour limiter les dégâts éducatifs, tout en veillant à la santé des élèves et des personnels. Nous avons pu travailler en réseau pendant toute la crise.

Dans ce contexte, la France s'en est bien sortie, aussi bien pendant le confinement - avec l'enseignement à distance pour la majorité des élèves même si tout n'était pas parfait - que pour le déconfinement où nous avons été, avec le Danemark, l'un des pays qui a le plus rouvert ses écoles.

Même s'il est difficile de faire des comparaisons internationales et qu'il est un peu tôt pour avoir des chiffres robustes, les premières tendances montrent que le taux de couverture des élèves par la

continuité pédagogique en France a été plus élevée que dans d'autres pays européens, notamment qu'en Allemagne. Une [enquête](#) conduite par la Depp auprès de plus de 100 000 personnes en mai révèle que près de 8 parents sur 10 considèrent que les activités proposées à leur enfant pendant le confinement étaient "profitables" et 7 professeurs sur 10 se déclarent "globalement satisfaits" de la façon dont leurs élèves ont appris ([lire sur AEF info](#)). Nous avons donc pu limiter, en grande partie, les effets négatifs du confinement et du déconfinement.

*"Cette crise fait réfléchir tout le monde sur beaucoup d'aspects et cela permet des prises de conscience"*

**AEF info : Les acteurs ont quand même rencontré d'importantes difficultés pendant la crise pour organiser l'enseignement à distance, rouvrir les établissements scolaires...**

**Jean-Michel Blanquer** : Le système français n'est pas parfait - et il est normal de souligner qu'il a pu y avoir des difficultés pendant la crise. Le bateau Éducation nationale a certes tangué mais il a passé le cap Horn au moment du confinement mais aussi du déconfinement. Et c'est évidemment grâce à la mobilisation générale des personnels et à l'existence, indispensable, d'un service public national.

Cette crise fait réfléchir tout le monde sur beaucoup d'aspects et cela permet des prises de conscience, par exemple sur l'intérêt de certaines pratiques pédagogiques innovantes - comme la classe inversée -, sur la formation des enseignants, sur leur équipement informatique. Ce sera l'objet d'ailleurs des états généraux du numérique ([lire sur AEF info](#)) de permettre un retour d'expérience, de mesurer les vertus et les limites du numérique

et de préparer une nouvelle étape de notre stratégie en la matière.

La crise a aussi révélé des aspects positifs : elle a par exemple renforcé l'autonomie des élèves ou le lien entre l'école et les familles. Nous consoliderons le bilan à la rentrée, quand nous aurons les résultats des évaluations des élèves.

**AEF info : Pour la rentrée de septembre, comment remobiliser les personnels et les enseignants, dont beaucoup sont sortis fatigués de la crise avec, de surcroît, une incertitude sur les conditions sanitaires du 1er trimestre ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Outre le repos de l'été qui va permettre à chacun de se régénérer, il y a un élément psychologique important : les personnels de l'Éducation nationale peuvent être fiers de ce qu'ils ont accompli, ils ont passé la tempête. La fatigue existe, il ne faut pas la nier, mais elle est le résultat d'un travail collectif au service des élèves qui a eu beaucoup de sens. Au-dessus de la fatigue, il doit y avoir de la fierté.

Il faut aussi faire preuve de volontarisme et d'optimisme. C'est ce que nous avons fait quand nous avons aidé 300 000 élèves en accompagnement personnalisé pendant les vacances de printemps, avec l'opération avec la Poste pour imprimer et délivrer les supports pédagogiques, ou en mettant en place les "vacances apprenantes". C'est un ensemble mobilisateur et motivant.

Pour la rentrée de septembre, nous avons aussi créé des postes dans le 1er degré et nous renforçons l'enveloppe pour les heures supplémentaires dans le 2nd degré pour accompagner davantage les élèves ([lire sur AEF info](#)). Tout cela pour permettre de rattraper le retard pendant le 1er trimestre et réduire ainsi les

inégalités.

*"Il faut trouver un juste équilibre entre la centralisation et les normes nationales, nécessaires pour garantir une égalité sur tout le territoire, et les initiatives locales et la confiance faite aux acteurs"*

**AEF info : L'organisation du système éducatif vous a-t-elle paru suffisamment robuste et adaptée pour supporter une telle crise ou faudrait-il en modifier certains aspects ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Le service public de l'Éducation nationale est un atout indéniable pour faire face à ce genre de crise - c'est d'ailleurs une évidence qu'on oublie parfois. C'est un système en réseau qui a bien fonctionné et qui s'est révélé tout à fait adapté à la situation. Par exemple, j'ai organisé une visio-conférence tous les deux jours, pendant les 4 mois, avec les recteurs, et eux-mêmes étaient en lien permanent avec leurs DASEN et nous n'avons jamais perdu le contact avec les chefs d'établissement. Tous, à chaque niveau (recteurs, DASEN, personnels de direction, IEN, IA-IPR, directeurs d'école, etc.), ont fait un travail exceptionnel. N'oublions pas que l'Éducation nationale est un système qui ne compte pas plus de 4 échelons entre le ministre et les familles (recteur, DASEN, chefs d'établissement, professeurs).

La mécanique "Éducation nationale" a fonctionné dans son épure et a été très réactive, comme sur les "vacances apprenantes" et la multiplication des ressources pédagogiques avec Canopé notamment et l'opération "Nation apprenante". À cela s'ajoute, bien sûr, l'esprit de service public des personnels et enseignants.

On peut bien sûr trouver des limites au système. C'est le moment du déconfinement qui a été plus compliqué à gérer car il a fallu être très volontariste pour faire revenir les élèves tout en

procédant par étapes, avec des règles sanitaires strictes. Cela a créé des contraintes pour tous les acteurs et des évolutions qui ont demandé beaucoup de travail. Nous avons cherché à la fois à donner la main aux acteurs de terrain mais en leur donnant un cadre très strict. Ça n'était pas facile mais le résultat en a valu la peine !

### **AEF info : Faut-il évoluer vers plus de déconcentration et d'autonomie des établissements ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Il est évident que la crise fait réfléchir sur ce sujet sur lequel il faut trouver un juste équilibre entre la centralisation et les normes nationales, nécessaires pour garantir une égalité sur tout le territoire, et les initiatives locales et la confiance faite aux acteurs. Il faut développer, au sein de l'Éducation nationale, une culture de la confiance, de l'autonomie, avec moins de règles mais davantage respectées, et en donnant les outils aux acteurs.

*"Depuis le début, je me projette sur cinq ans dans ce ministère et, dans la première partie du quinquennat, les grandes réformes ont d'abord été des réformes pédagogiques et éducatives"*

### **AEF info : Le dernier remaniement vous a conforté à votre fonction de ministre de l'Éducation nationale. Quels seront vos principaux chantiers pour les deux ans à venir ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Depuis le début, je me projette sur cinq ans dans ce ministère et, dans la première partie du quinquennat, les grandes réformes ont d'abord été des réformes pédagogiques et éducatives : c'est tout l'enjeu des savoirs fondamentaux à l'école primaire, de l'instruction obligatoire à 3 ans, du dédoublement des classes de CP et CE1, des évaluations, des réformes du bac, de la voie professionnelle, de "devoirs faits". Même les éléments de la loi "pour une école de la confiance"

sont des éléments d'arrière-plan de pédagogie, comme la réforme du Conseil de l'évaluation. Toutes ces évolutions sont systémiques : elles se concentrent autour du renforcement des savoirs fondamentaux de l'élève et du développement d'un parcours personnalisé dans l'enseignement secondaire.

Dans la deuxième partie, même s'il y a les enjeux de mise en œuvre de ces réformes, l'enjeu très fort est celui des ressources humaines : l'évolution des RH de ce ministère avec non seulement l'amélioration des rémunérations mais aussi celui du bien-être au travail et, de façon plus générale, de la vie professionnelle des personnels de l'Éducation nationale.

*"Le chantier de la revalorisation va prendre une nouvelle étape mais le chantier RH ne se résume pas à cette question"*

### **AEF info : La revalorisation des rémunérations des enseignants est donc toujours sur la table ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Oui c'est un engagement très clair que j'ai pris. Le chantier de la revalorisation va prendre une nouvelle étape mais le chantier RH ne se résume pas à cette question car il s'agit plus généralement des sujets de l'entrée dans le métier, de formation, de recrutement, de fluidification et de personnalisation des carrières, de santé, de logement en zone urbaine... Cela doit nous permettre d'avoir des résultats dès 2021. Nous avons par exemple les premiers retours d'expérience de la GRH de proximité - certes à petite échelle - qui doivent nous permettre de faire évoluer notre politique des RH aux niveaux local et national dans le sens d'une plus grande personnalisation des parcours pour mieux accompagner l'épanouissement personnel de chacun. Nous fonctionnons par étapes intermédiaires : une première à l'automne 2020 pour des premières mises en œuvre en 2021 et cela continuera ensuite.

**AEF info : La crise sanitaire a rebattu les cartes d'un point de vue budgétaire. Les scénarios de revalorisation ([lire sur AEF info](#)) et l'enveloppe évoqués avant la crise sont-ils toujours d'actualité ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Nous devons évidemment nous adapter à la nouvelle situation. Mais, par exemple, le plan de relance, qui n'aurait pas eu lieu sans cette crise, va nous permettre de procéder à des investissements dans le numérique et de rénovation du bâti scolaire, dans un sens écologique, des sujets sur lesquels nous travaillions déjà avant la crise. Le plan de relance apporte des moyens nouveaux.

Sur la question de la revalorisation, il y a une nouvelle donne économique et des finances publiques mais l'objectif partagé par le président de la République et le Premier ministre est de continuer d'investir fortement dans l'éducation et d'aboutir à une revalorisation pluriannuelle de la rémunération des professeurs ([lire sur AEF info](#)). Un de nos objectifs est notamment la revalorisation des plus jeunes, mais sur une durée qui reste à discuter.

*" La revalorisation était en partie liée à la réforme des retraites mais pas seulement. Ce sera le projet de budget 2021 qui en sera la démonstration."*

**AEF info : La revalorisation était notamment liée à la réforme de retraites, qui est suspendue. De quels leviers disposez-vous désormais pour cette revalorisation ? Comment pouvez-vous garantir aux personnels qu'ils seront revalorisés ?**

**Jean-Michel Blanquer** : La revalorisation était en partie liée à la réforme des retraites mais pas seulement. Ce sera le projet de budget 2021 qui en sera la démonstration. Il y a déjà eu des

revalorisations non négligeables depuis trois ans mais le franchissement des nouvelles marches sera pour 2021 dans des proportions qui sont actuellement discutées et qui sont aussi le produit des discussions avec les partenaires sociaux. Il nous faut à la fois penser les montants, la répartition et la logique d'ensemble.

En outre, nous travaillons à améliorer l'équipement numérique des professeurs : c'est aussi une revalorisation. J'en appelle à une dimension très constructive sur ces questions et il est important que les syndicats jouent le jeu pour faire avancer les choses de manière structurelle.

**AEF info : Des premières annonces ont été faites pour les directeurs d'école ([lire sur AEF info](#)) et, désormais, les attentes se portent sur des mesures qui nécessitent davantage de moyens (décharges, aide humaine...). Pouvez-vous, là aussi, apporter des garanties aux directeurs ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Un premier pas a déjà été fait grâce au travail de la députée Cécile Rilhac qui crée un état d'esprit et un cadre pour avancer. Je vais prendre des premières mesures réglementaires importantes d'aide administrative à la rentrée et, dans les temps qui viennent, avec la revalorisation de la fonction de directeur, des conditions de travail meilleures et une reconnaissance financière plus grande.

Il y a encore des discussions à avoir, c'est un débat complexe pour lequel il n'y a pas encore de consensus pleinement dégagé. On se dirige vers une plus grande différenciation selon les tailles des écoles, leur localisation, leurs besoins. Nous avons pleinement pris en compte l'enquête auprès des directeurs d'école, nous allons avancer étape par étape, avec une première à la rentrée prochaine, une autre durant l'année prochaine et une

autre encore à la rentrée 2021.

**AEF info : Vous avez récupéré le portefeuille des sports lors du dernier remaniement ministériel. Comment cela se traduira-t-il ?**

**Jean-Michel Blanquer** : Le fait de rapprocher Sport et Éducation nationale est évidemment très significatif car nous avons depuis trois ans une politique volontariste de prise en compte de l'EPS, du sport et de l'éducation artistique et culturelle, dans une approche qui doit déboucher sur une vision complète du temps de l'enfant (scolaire et périscolaire) pour avoir une visée autant sociale qu'éducative. L'EPS et les disciplines artistiques s'en trouvent renforcées.

Fédérer éducation et sports constitue un atout considérable dans ce contexte, qu'on avait déjà préfiguré - avec la création d'une inspection générale commune, avec la nouvelle organisation territoriale de l'État - et que nous consacrons maintenant. Cela va nous permettre de développer toute une série d'actions dans le scolaire et le périscolaire. Nous renouons avec la très belle tradition républicaine, notamment celle de la fin de la troisième République, de Jean Zay et de l'éducation populaire qui consiste à avoir une émancipation de l'enfant par l'éducation dans toutes ses dimensions, scolaires et extrascolaires. C'est une très grande priorité de la rentrée.

La prise en compte des sports et de la culture et le progrès des ressources humaines de notre maison sont les deux dossiers prioritaires des années 2020 et 2021.